



**Comité spécial sur l'élaboration d'une convention
contre la criminalité transnationale organisée**

Onzième session

Vienne, 2-27 octobre 2000

Point 5 de l'ordre du jour

**Finalisation et approbation de l'instrument juridique international additionnel
contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, de leurs pièces,
éléments et munitions**

Propositions et contributions

**Recommandations du groupe de travail informel sur l'article 4 du projet
révisé de Protocole contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu,
de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des
Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, soumises à
la demande de la Présidence**

Le groupe de travail informel propose de poursuivre les travaux sur l'article 4 sur la
base du texte suivant:

*"Article 4
Champ d'application*

Le présent Protocole s'applique, sauf disposition contraire, à la prévention de la
fabrication et du trafic illicites des armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et
aux enquêtes et poursuites relatives aux infractions établies conformément à l'article 5
dudit Protocole, lorsque ces infractions sont de nature transnationale et qu'un groupe
criminel organisé y est impliqué.

Le présent Protocole ne s'applique pas aux transactions ou aux transferts d'État à
État aux fins de la sécurité nationale, conformément à la Charte des Nations Unies."

Restructuration du Protocole

Il est proposé de restructurer le Protocole conformément aux autres Protocoles afin
de regrouper les articles 8, 9, 10, 11, 12, 14 et 15 dans un même chapitre à intituler
"Prévention".

Travaux préparatoires

Concernant le deuxième paragraphe de l'article 4, il sera inséré une note dans les travaux préparatoires afin de préciser que l'expression "transactions d'État à État" signifierait des "transactions effectuées par les États en vertu de leur puissance souveraine".

Notes

Les délégations chinoise, égyptienne et pakistanaise ont réservé leur position sur la possibilité de réintroduire à l'article 4 le texte figurant entre les derniers crochets du texte évolutif "[ni aux armes à feu fabriquées exclusivement pour équiper l'armée ou les forces de sécurité d'un État Partie]", en attendant l'issue des débats sur l'article 9.

La délégation mexicaine a indiqué qu'elle préférerait que le deuxième paragraphe de l'article 4 figure dans un article séparé intitulé "clause de sauvegarde" et elle a réitéré ses doutes quant à l'utilité de l'expression "sauf disposition contraire".
